



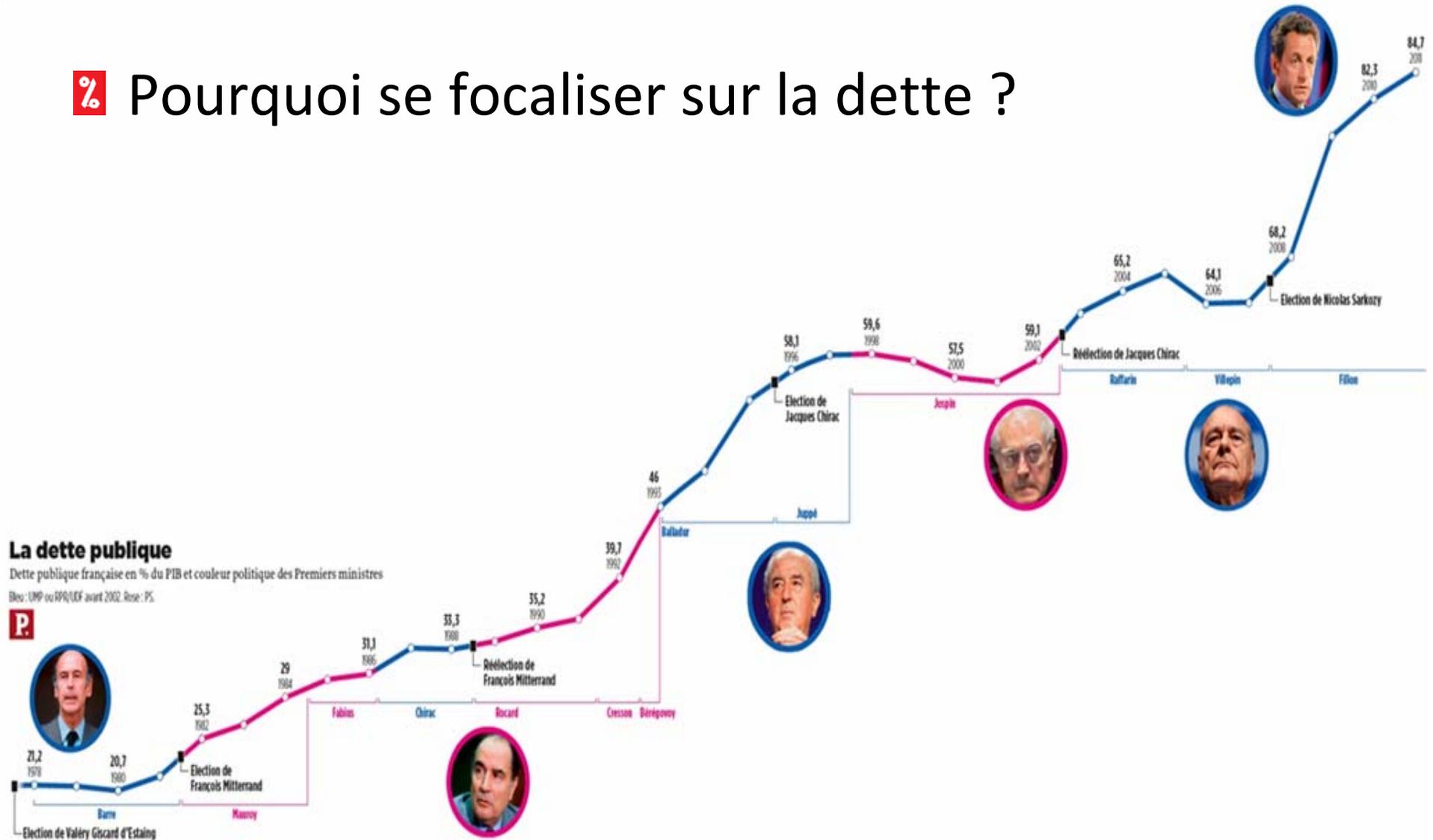
Mettre la dette
publique
en question !

ATTAC 92 Clamart

Un cycle de réunions d'information sur la dette publique



% Pourquoi se focaliser sur la dette ?



- | -

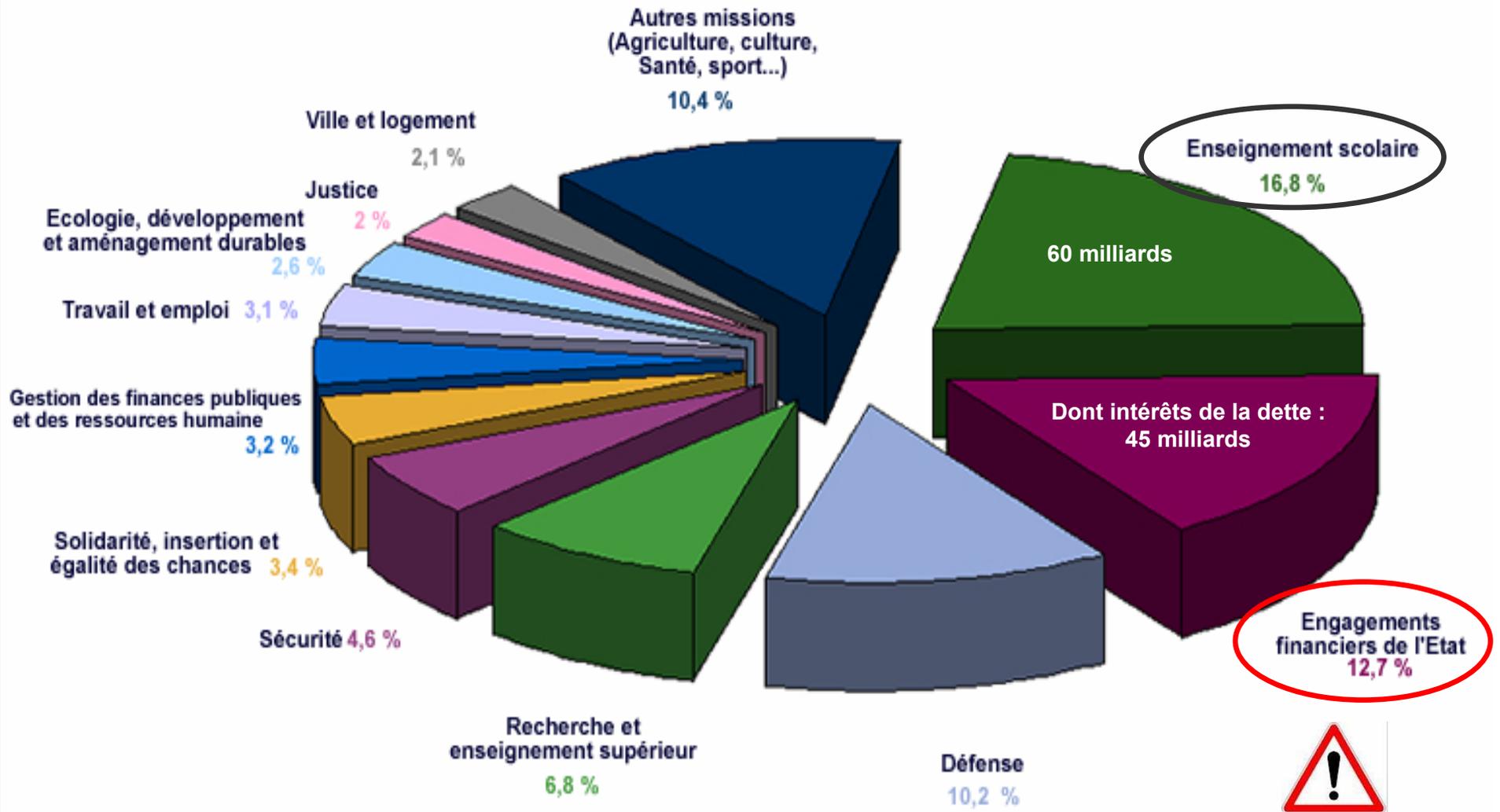
La dette publique française

% Dette publique = cumul des déficits budgétaires annuels

Dette publique à fin 2010 1 591 milliards € >> 82,3 % du PIB		
dont		
Etat (& administrations centrales)	79,20%	1 260 Md€
Collectivités territoriales	11,00%	160 Md€
Organismes de Sécurité Sociale	10,70%	170 Md€

- %** **Déficit** (prévu à hauteur de 79 Md€ en 2012) = 2 éléments :
- Solde primaire (différence dépenses / recettes)
 - Intérêts de la dette (près de 49 Md€ prévus au budget 2012 !!)

Les deux premiers postes de dépenses de l'État en 2011



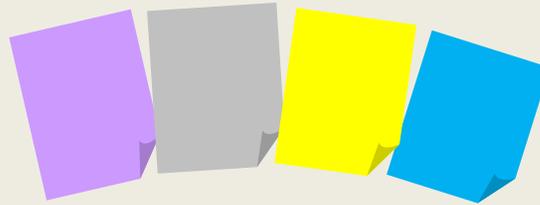
Un cycle de réunions d'information sur la dette publique



- Une première réunion le 09 février 2012
- Comprendre la dette
 - Son origine
 - Ce qui la fait augmenter
 - Le système monétaire actuel et son lien avec la dette
 - Les conséquences des politiques d'austérité
- Un quizz pédagogique disponible

La dette publique provient :

1



Levez le carton correspondant à la couleur de votre réponse !

D'une explosion des dépenses publiques

De recettes insuffisantes

Du train de vie de l'État

Des chocs pétroliers

Disponible sur le site www.audit-citoyen.org
<http://www.audit-citoyen.org>

Et sur le site Attac 92 Clamart
<http://www.audit-citoyen.org>

Un système insoutenable

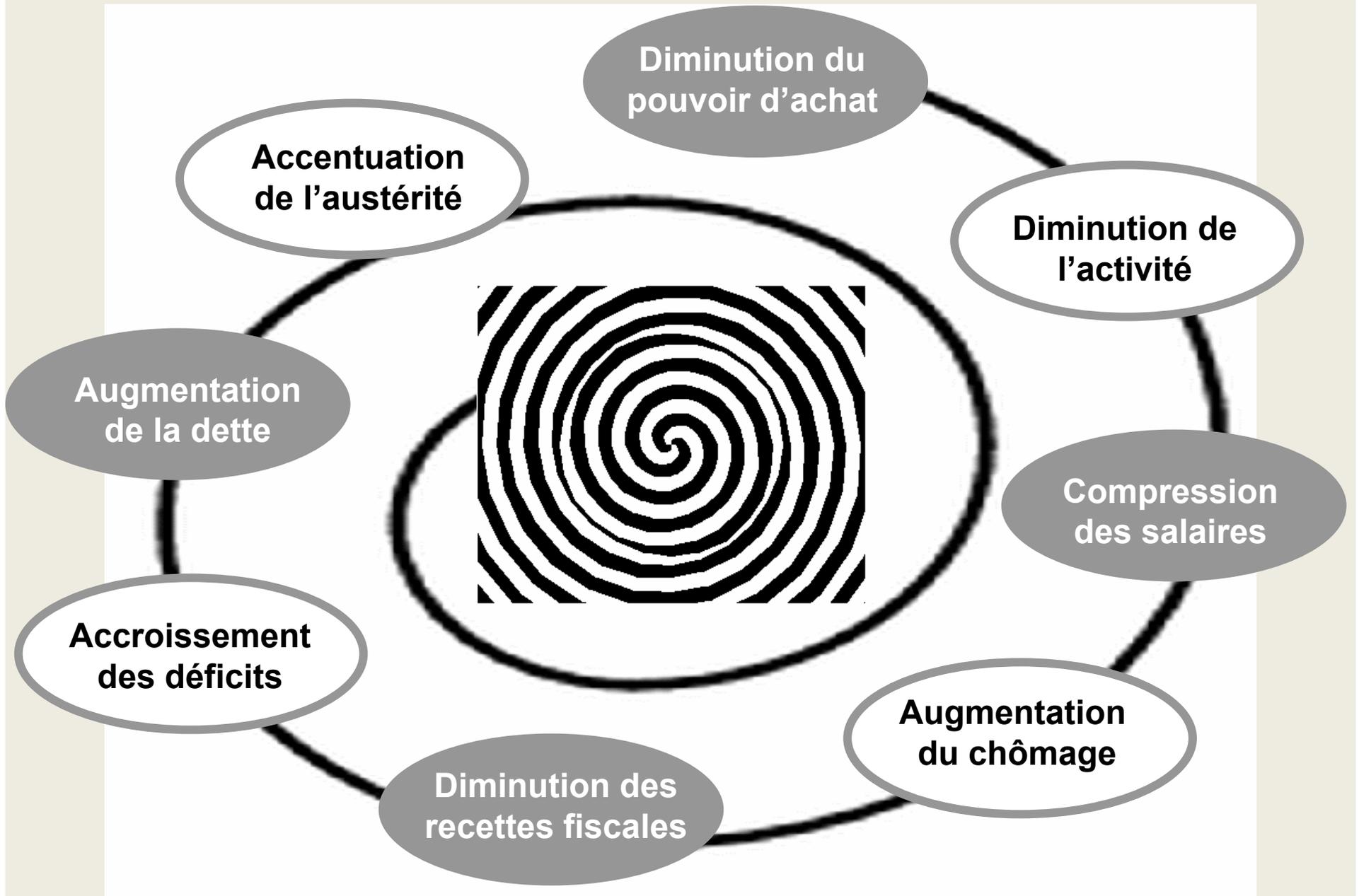
Un déficit de recettes plutôt qu'une explosion des dépenses

L'obligation pour les Etats de l'UE de se financer auprès des marchés financiers

Le poids considérable du paiement des intérêts de la dette, qui ne peut pas diminuer

La création monétaire, contrôlée par les banques, échappe aux Etats

La spirale des programmes d'austérité



Quelles sont les alternatives ??!



% Ce soir, réunion dédiée à ce thème

% Intervenant : Benjamin CORIAT



- Professeur d'économie à l'Université Paris XIII
- Co-président du Collectif des Economistes Atterrés



Nous sommes économistes
et nous sommes atterrés.

<http://atterres.org/>

Nous pensons que d'autres politiques économiques
sont possibles. Entrez dans le débat citoyen avec nous.



Vidéo !

 La dette, Mythe ou réalité ?



A retrouver sur le site www.audit-citoyen.org
<http://www.audit-citoyen.org/?cat=13&paged=2>

Durée : 5mn 34s

Analyse de la situation

📊 Compléments → B. Coriat

📊 Questions

- Comment cela se passe pour les pays hors de la zone Euro (ex UK). Peuvent-ils aussi emprunter à la BCE ? A qui empruntent-ils et à quel taux ?
- La BCE fait-elle des prêts à des pays hors zone Euro voire hors UE ?
- Qui nourrit la BCE ?
- D'où viennent les fonds que prête le FMI ?

- || -



Le modèle allemand, mythe ou réalité ?





Vidéo !

% Intervention de Till Van Treeck, économiste atterré allemand : Allemagne, modèle économique ?

Colloque des Économistes atterrés - Table Ronde N° 2:
"Sortir du piège de la dette et de l'austérité en Europe"
27 octobre 2010



A retrouver sur YouTube

<http://www.youtube.com/watch?v=FtVZrvMsWxl>

Durée : 5mn 50s

Le modèle allemand

% Les réformes structurelles réalisées ces 10 dernières années auraient rendu l'économie allemande plus performante que toutes les autres économies européennes

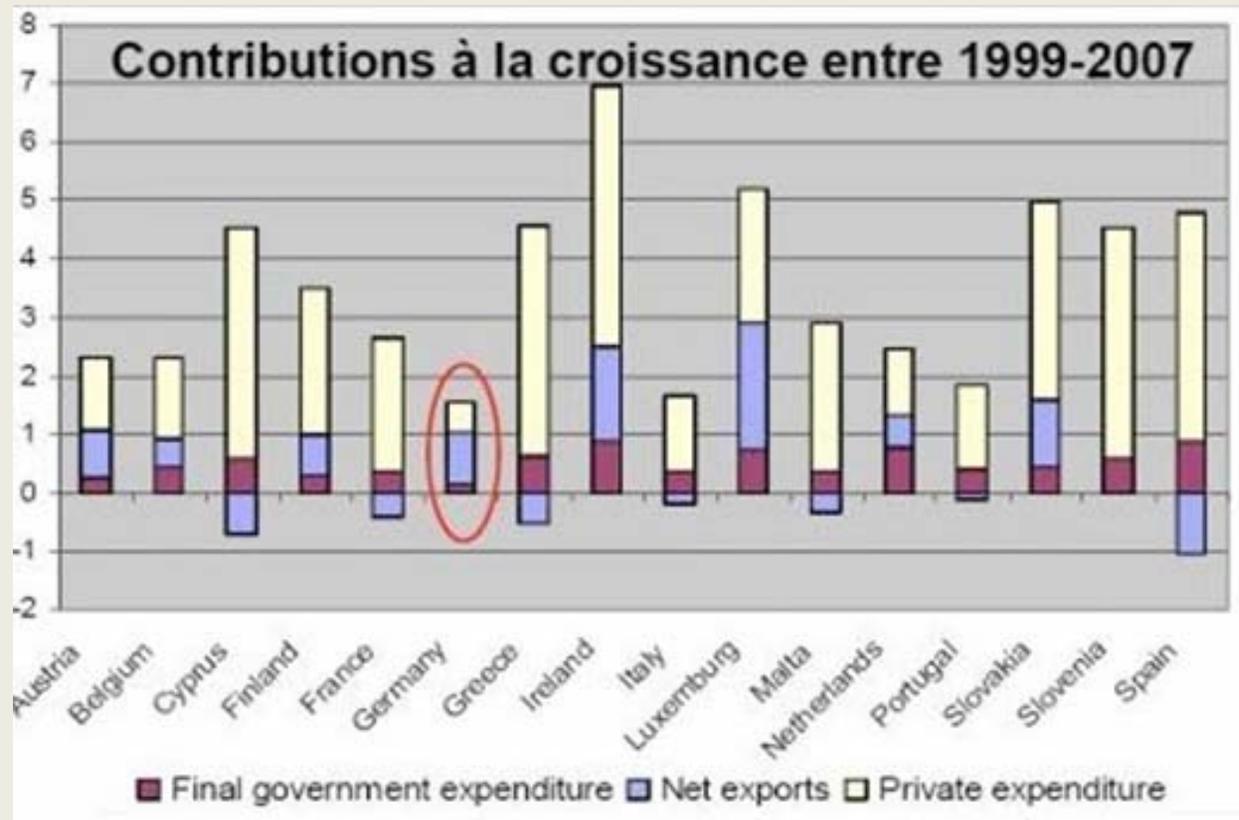
% Ce serait la voie à suivre !

% Mythe ou réalité ?

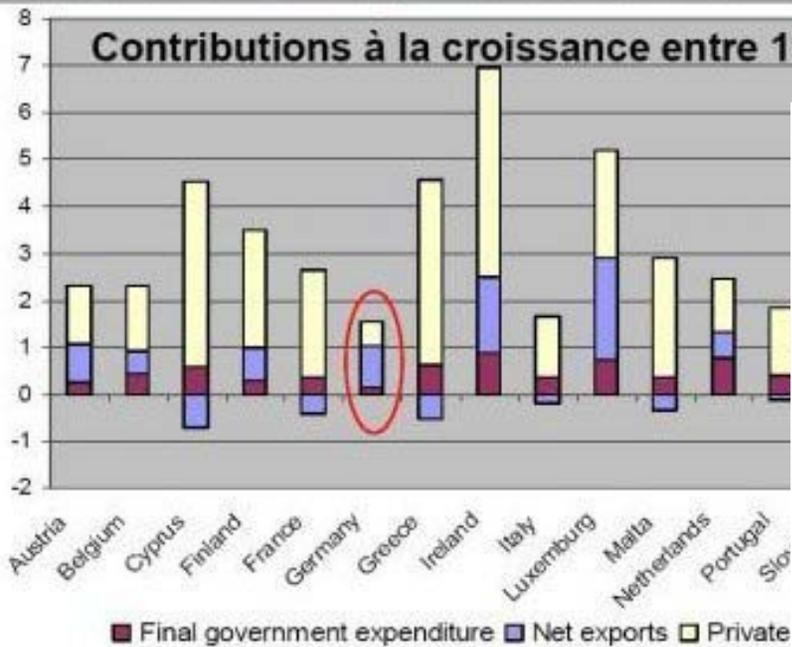


La performance économique allemande

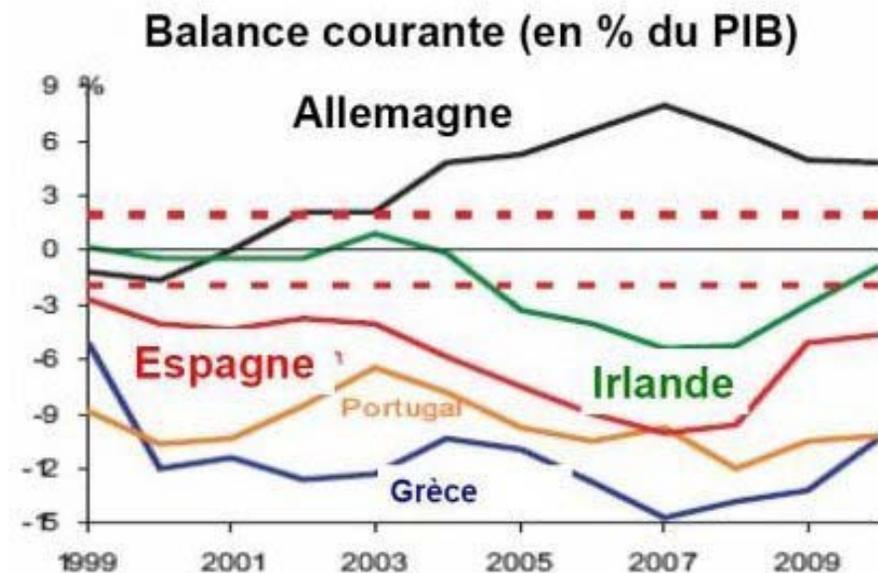
- ❌ Était la plus faible de la Zone Euro entre 1999 et 2007
- ❌ Les exportations nettes y contribuent plus que la demande intérieure



L'Allemagne : le seul pays dans la zone euro où les exportations nettes ont contribué plus à la croissance du PIB que la demande intérieure



Le vrai problème : Les déséquilibres extérieurs



- 📌 Une contribution quasi-nulle de l'Allemagne à la demande globale de la zone Euro
- 📌 L'excédent commercial de l'Allemagne dépend du déficit commercial des autres pays de la zone Euro

Une demande intérieure faible car :

⌘ Stagnation des revenus entre 1999 et 2007

- Evolution théorique des salaires basée sur l'inflation : 17 %
 - Allemagne : 1,2 %
 - France : 15,7%
 - Espagne : 27,5

⌘ Un recul inédit de la demande de l'Etat

- Allemagne : seul pays industrialisé où les dépenses de l'Etat ont diminué (hormis le Japon) quand elles ont augmenté dans tous les autres

⌘ Conséquences

- Allemagne : pays de toute l'OCDE où les inégalités de revenus et la pauvreté se sont développés le plus vite depuis 2000
- Une demande intérieure de consommation très faible

Le modèle allemand, le revers de la médaille

 Compléments de Benjamin Coriat

- ||| -

La dette publique



- 📊 Quelles alternatives ?
- 📊 Propositions des Economistes atterrés



Benjamin CORIAT

La dette publique

 Questions / Réponses

- IV -

La dette publique

📌 Conclusion de la soirée

📌 Quelles suites ?

📌 Une date à retenir : vendredi 6 avril 2012



Vidéo !

- 📌 D'où vient la dette publique
Pierre KALFA



A télécharger sur le site www.audit-citoyen.org

Source : <http://www.audit-citoyen.org/?cat=13&paged=3>

Durée : 2mn 19s



Pour un audit citoyen de la dette publique

<http://www.audit-citoyen.org/>

Signez
l'appel pour un audit
de la dette



- ❏ Plus de 100 collectifs en France : à **Clamart** aussi !
- ❏ Faire un inventaire des conséquences locales des politiques d'austérité
 - Services publiques : ce qui recule voire disparaît dans notre vie locale quotidienne
 - Partenariats public-privé
 - Emprunts toxiques des collectivités locales et conséquences sur les coupes budgétaires
 - ...



Clamart

% RdV le **vendredi 06 avril 2012**

Maison des Sports, salle Bleue – 20h30

% Amener ses idées et son énergie pour :

- Préciser les thématiques de travail
- Constituer des groupes
- S'investir dans la préparation d'une réunion fin mai

Pour toute information ou obtenir
les documents complémentaires
(fichiers sources, montages vidéo...)

Contact :

ATTAC 92 Clamart

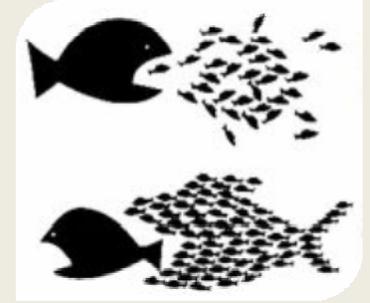
attac92clamart@free.fr

<http://attac92clamart.free.fr/>

Back up



Sommaire



Dettes et recettes fiscales



Banques et monnaie



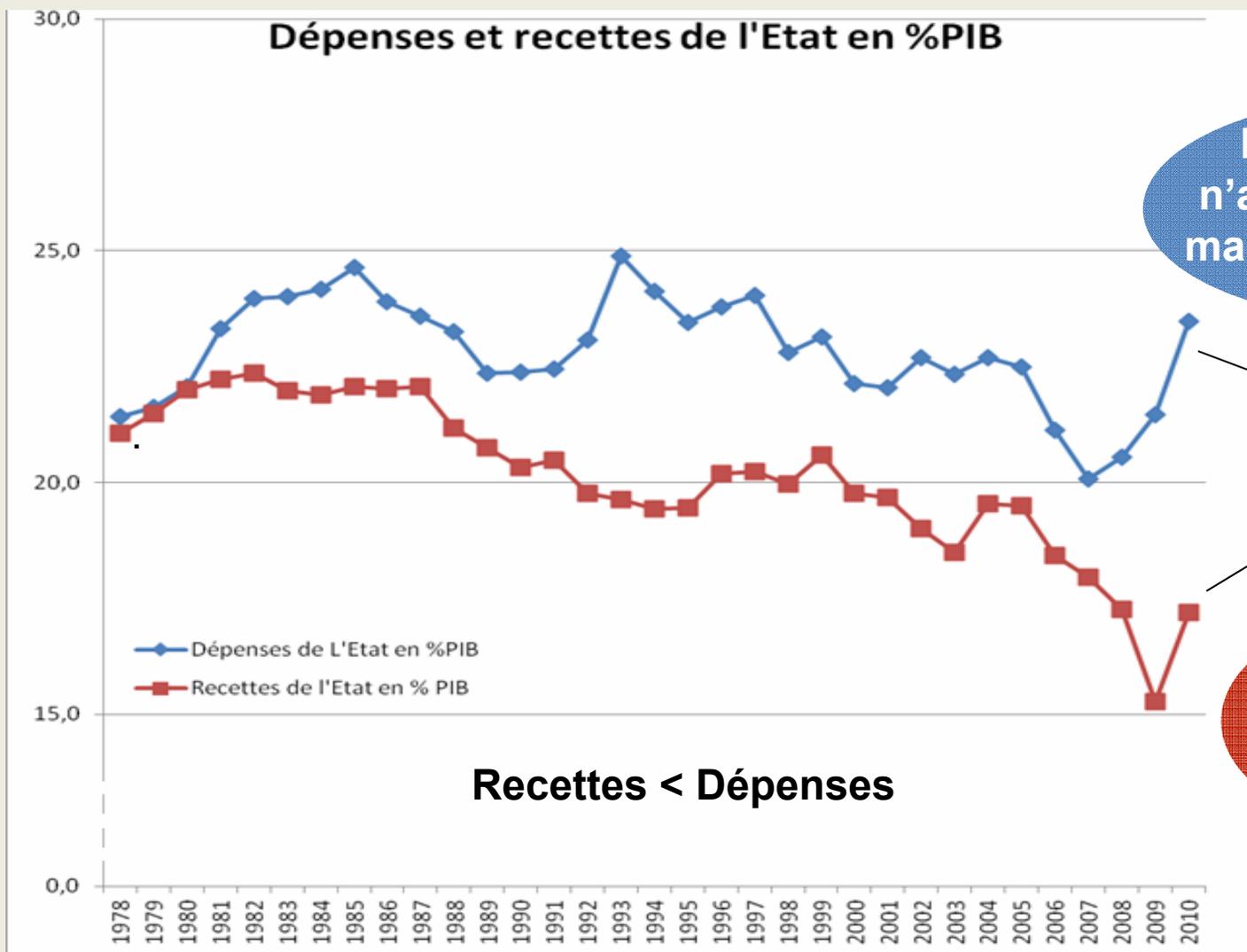
Le poids de la dette dans le budget



Partenariat Publique/Privé



La dette provient davantage d'un déficit de recettes que d'une « explosion » de dépenses



Les dépenses n'augmentent pas mais sont en baisse

Effet conjoncturel lié à la crise

Les recettes baissent bien plus que les dépenses

Source : INSEE - tableau recettes et dépenses de l'Etat et PIB.

In M.Pucci et B.Tinel, *Réductions d'impôts et dette publique : un lien à ne pas occulter*

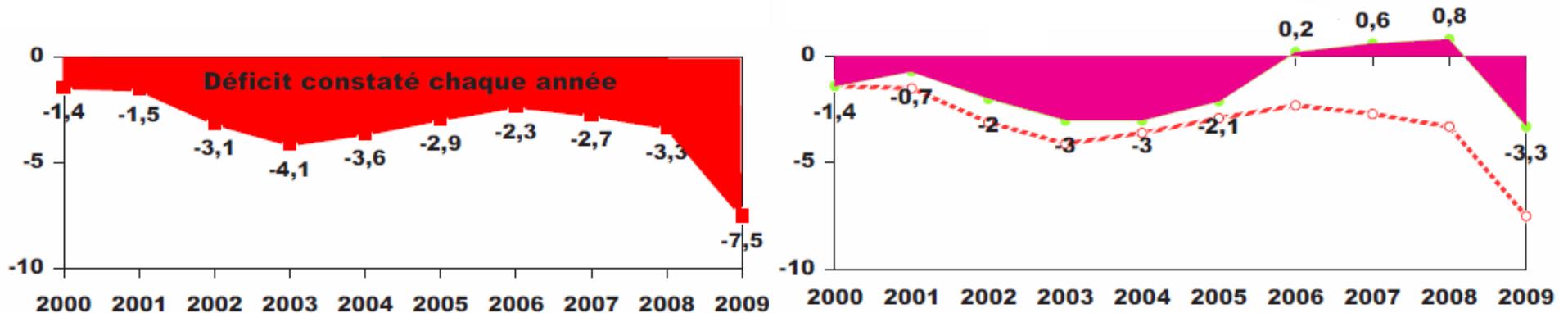
<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/documents/etudes2010/19.pdf>



Toutes les dépenses

Comparaison du déficit avec et sans ce manque à gagner fiscal

Sur la base des données du rapport parlementaire Carrez



Le déficit budgétaire actuel
(en % du PIB)

Le déficit budgétaire sans les
« cadeaux fiscaux » (en % du PIB)

- Un déficit budgétaire **plus faible**
- Et même un **excédent** en 2006, 2007 et 2008
- Un déficit de « seulement » **3,3 %** du PIB au lieu de **7,5** en 2009, au moment de la crise



Qui peut emprunter à qui ?

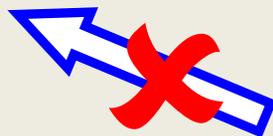


Banque Centrale Européenne

à 1%



Banques commerciales



Avec intérêts selon solvabilité du pays



Les Etats de l'UE

La création monétaire actuellement

**Banques centrales :
moins de 10 %**



**Sous forme de
monnaie fiduciaire**

**Banques commerciales :
plus de 90 %**

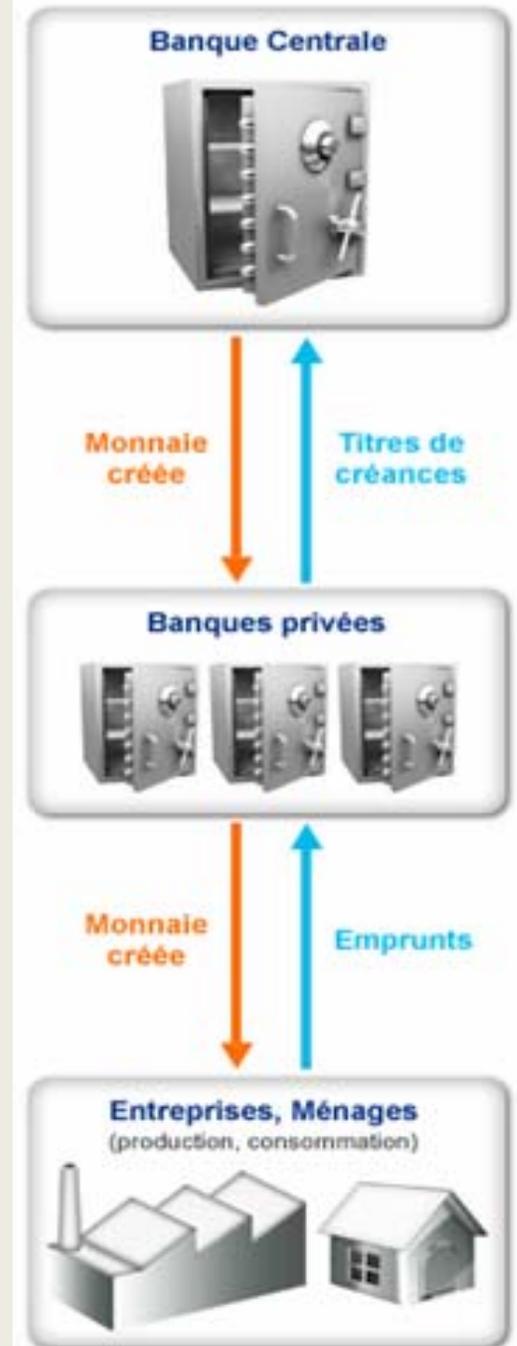
A screenshot of a financial software interface showing a table of bank accounts. The table has columns for 'Compte', 'Libelle', 'Mont / Particular', 'Type', 'Catégorie 1', 'Catégorie 2', and 'Catégorie 3'. The rows list various bank accounts with their respective labels and categories.

**Sous forme de
monnaie scripturale**

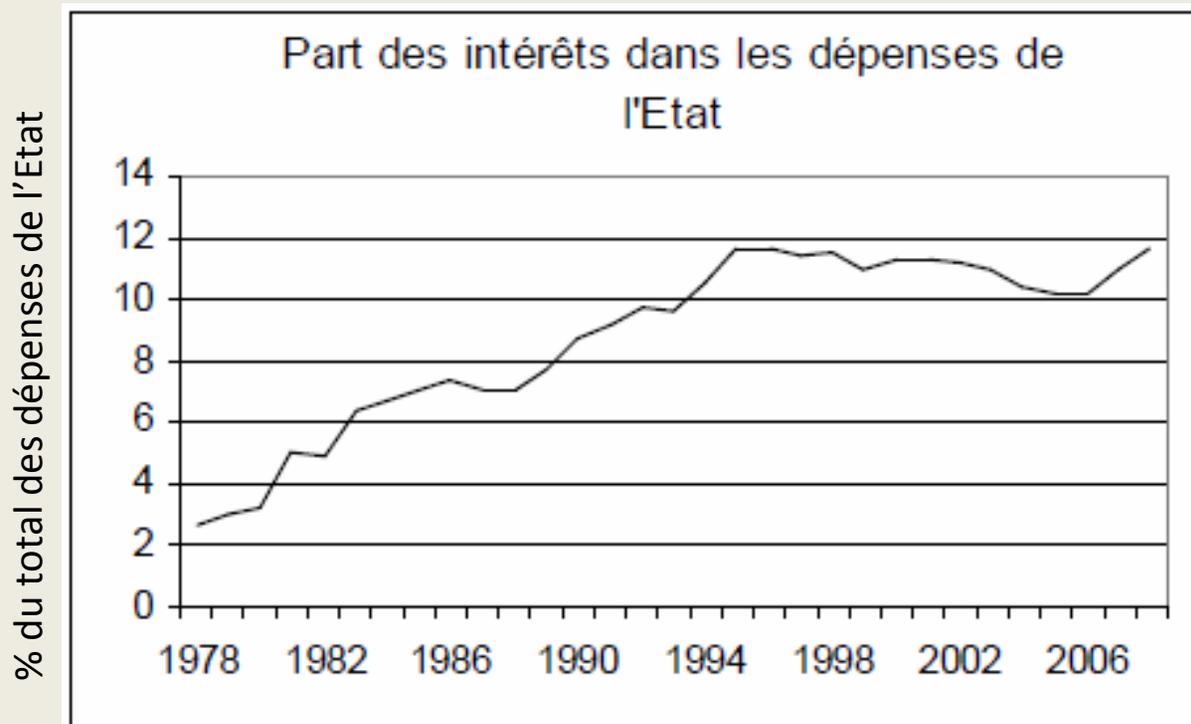
- Les banques créent 90 % de la monnaie (sous forme scripturale)
- Il s'agit de création monétaire par le crédit
- Le pouvoir de création monétaire échappe aux Etats

Création de monnaie par la banque centrale

Création de monnaie par les banques privées



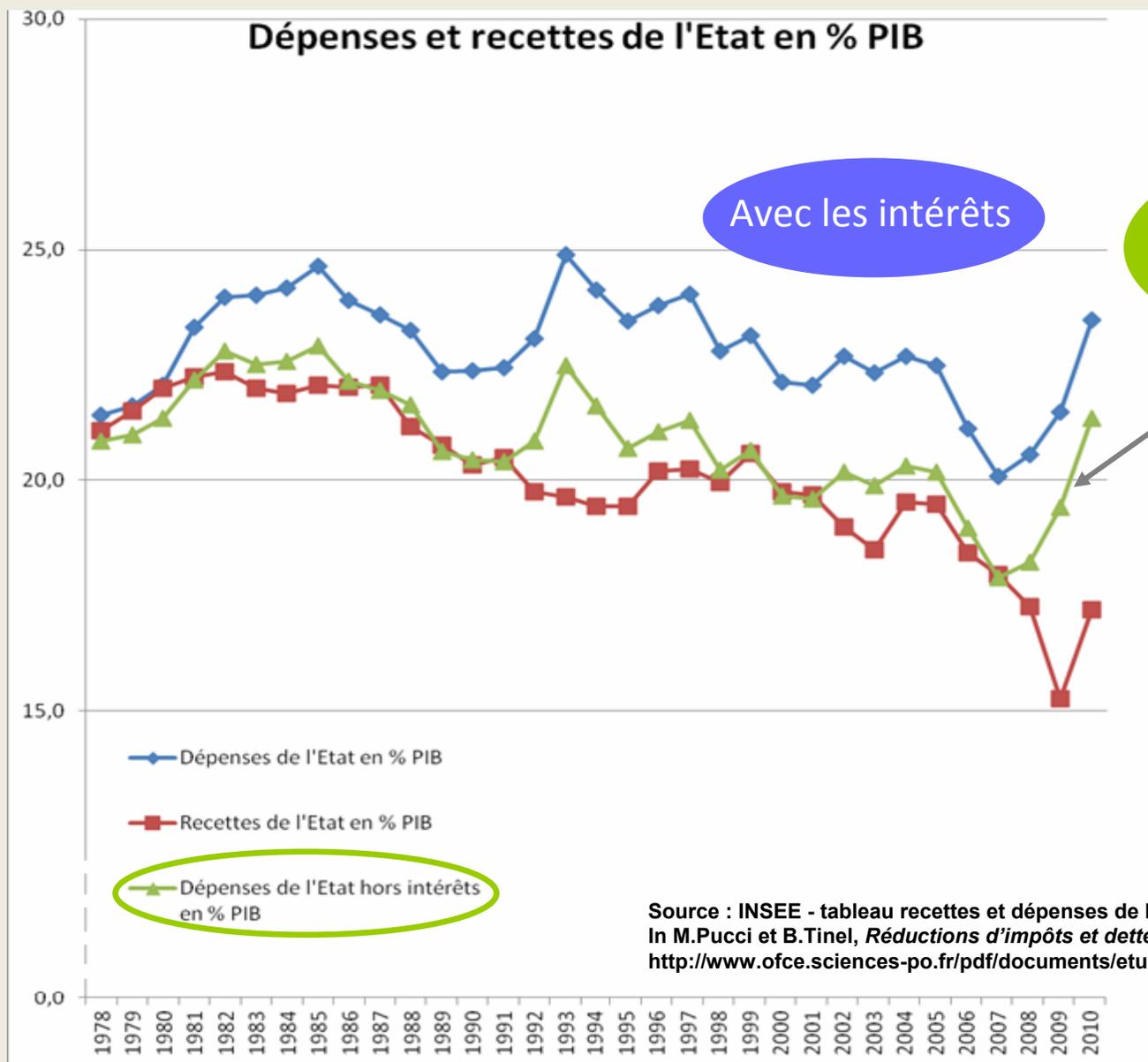
Une part grandissante, envahissante, du paiement des intérêts dans le budget de l'Etat



Source : M.Pucci et B.Tinel, *Réductions d'impôts et dette publique : un lien à ne pas occulter*
<http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/documents/etudes2010/19.pdf>

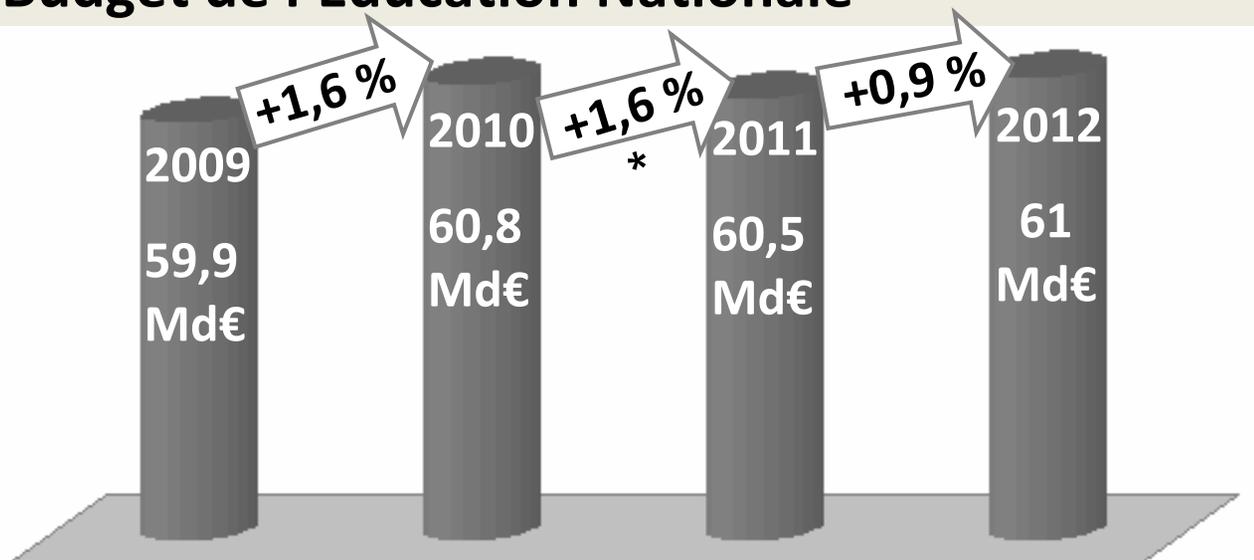
Chaque jour, c'est **130 millions d'euros**
que nous devons emprunter rien que pour "payer" les intérêts de la dette

Le poids des intérêts de la dette dans les dépenses de l'Etat

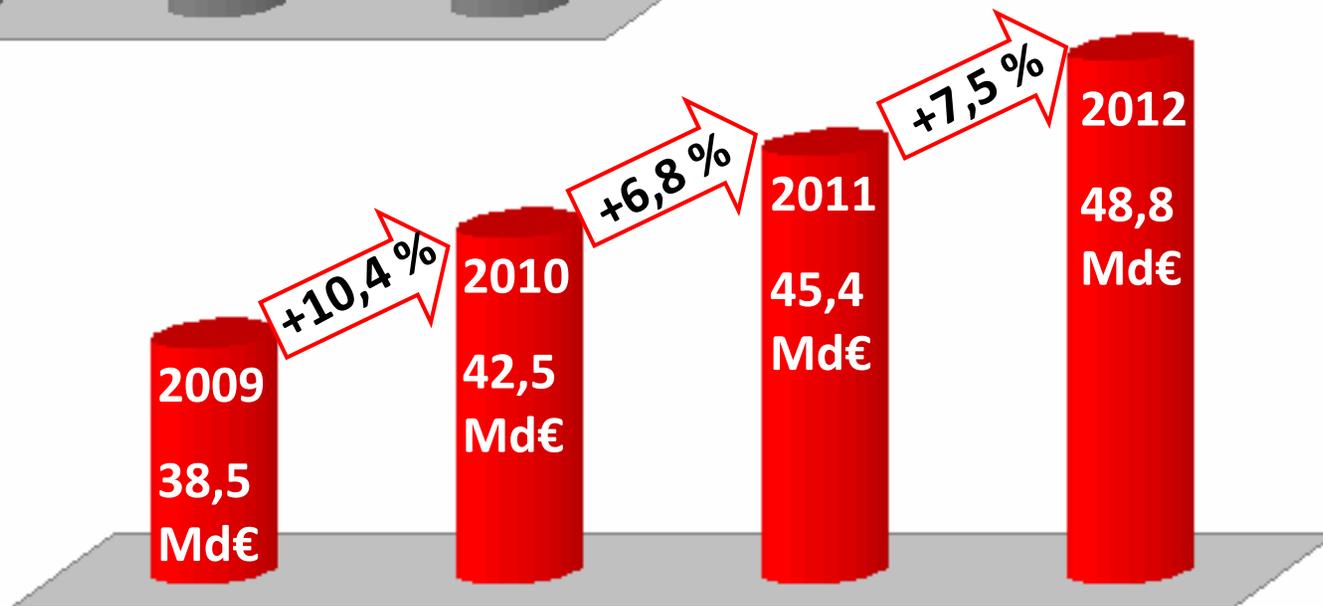


Des budgets qui n'évoluent pas à la même vitesse

Budget de l'Education Nationale



Charge de la dette
(2012 : prévision)

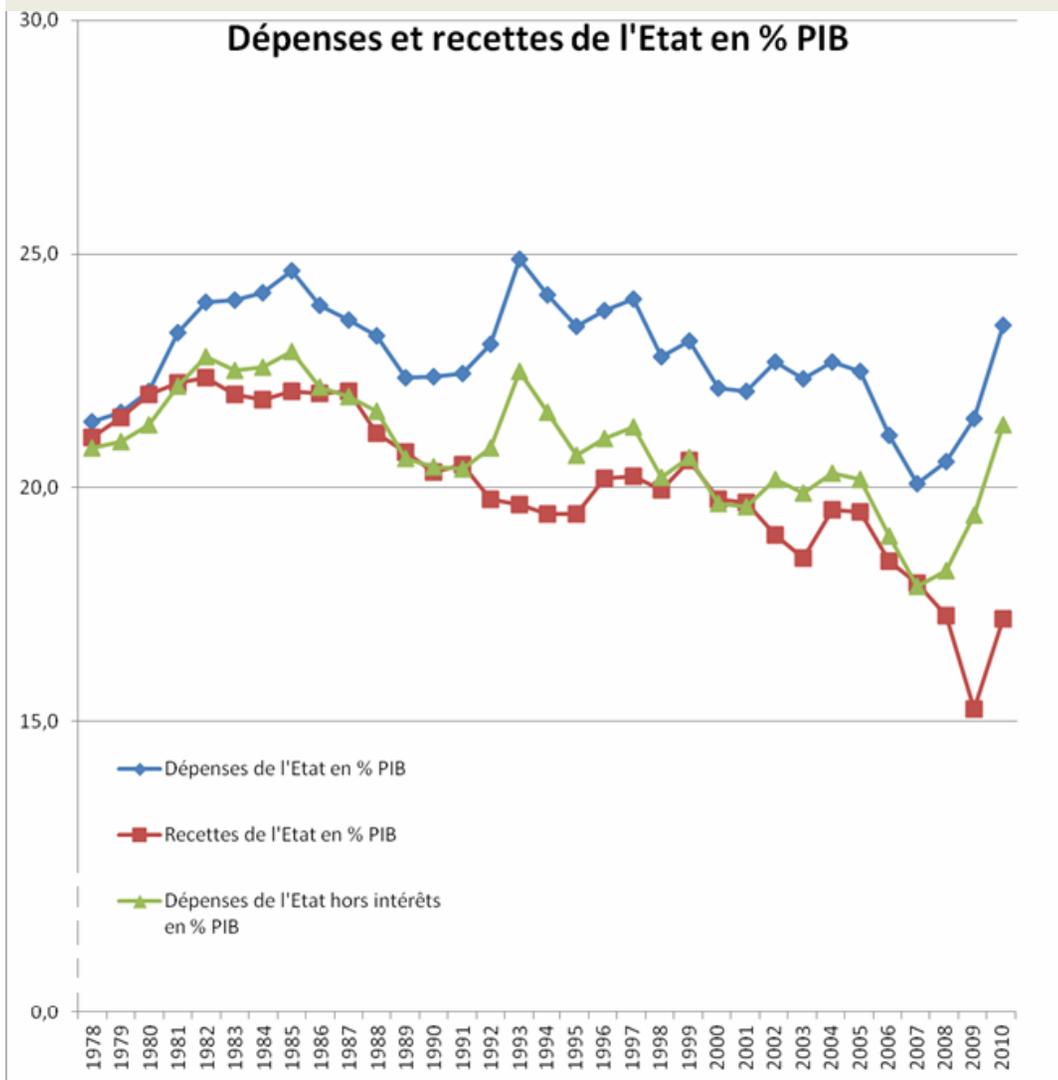


Sources (y compris *) :

<http://www.education.gouv.fr/cid29/e-budget-du-ministere.html>

<http://www.senat.fr/rap/l11-107-312/l11-107-3120.html>

Le poids des intérêts de la dette dans les dépenses de l'Etat



Fin 2010,
dette = 1 600 Md€

Cumul des intérêts
versés depuis 30 ans :
+ de 1 000 Md€

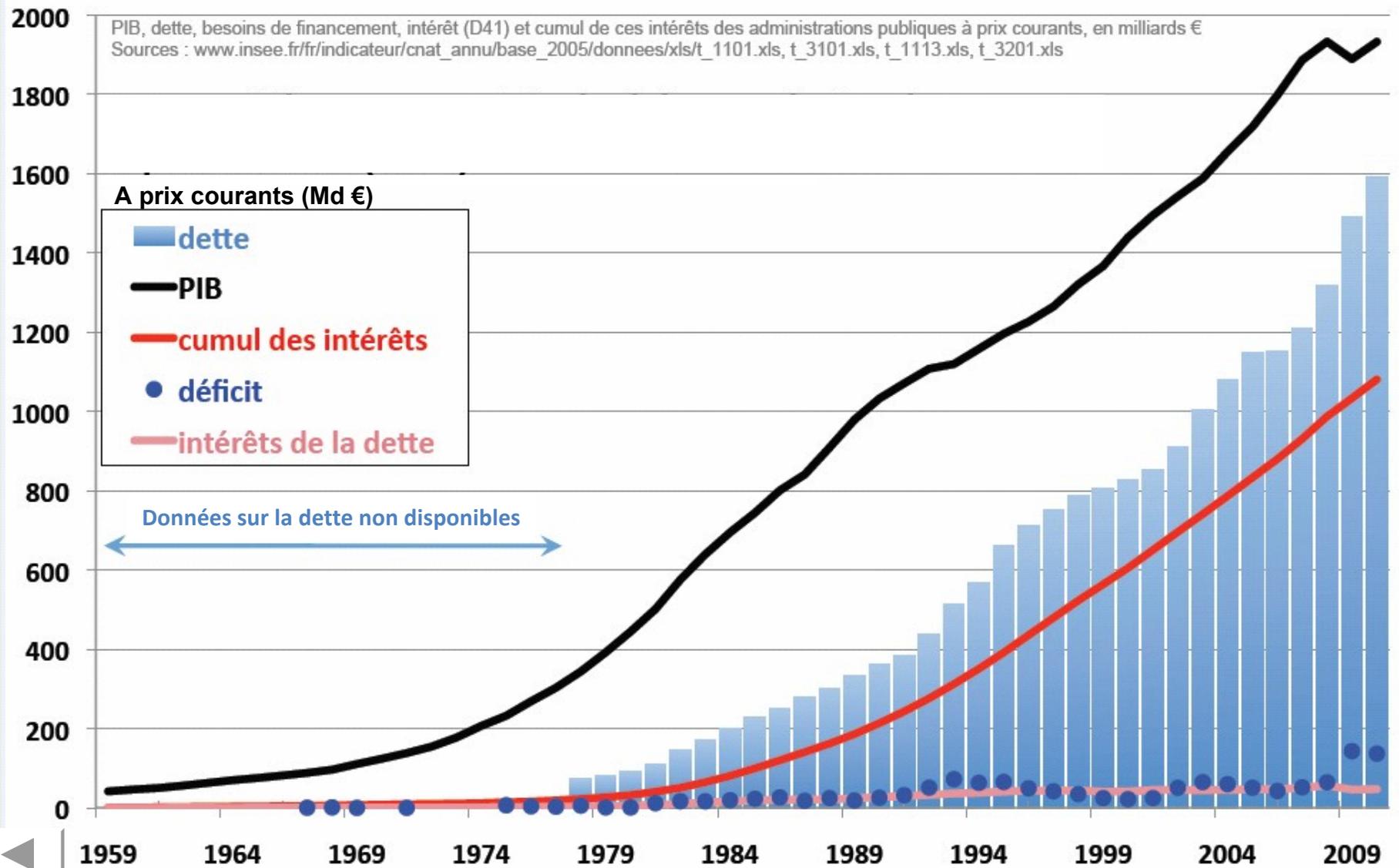


Toutes les dépenses



L'effet boule de neige

Dette publique et cumul des intérêts versés depuis 1959



Partenariats public-privé (PPP)

Deux temps forts :

- ❏ L'Etat confie à des entreprises privées :
 - pour 10 à 40 ans
 - la construction, l'entretien, la maintenance, l'exploitation ou la gestion d'ouvrages, d'équipements nécessaires au service public
- ❏ L'Etat verse un loyer pendant toute la durée du PPP

Partenariats public-privé (PPP)

Deux bombes à retardement :

- ❗ Les loyers versés au privé reviennent au final à payer deux à trois fois plus cher le coût de l'équipement initial
- ❗ Certains contrats obligent l'Etat ou les collectivités à intervenir en cours de route sur le plan financier

Partenariats public-privé (PPP)

Deux exemples :

Le centre hospitalier sud-francilien

- 115 millions d'euros supplémentaires par rapport au devis d'origine
- Loyer qui passe de 30 à 42 (51) millions €
⇒ 0 viabilité financière
- Mise en péril de la qualité des soins

Le futur « Pentagone » français à Balard

- Coût initial de 745 millions €
⇒ 3,5 milliards € de loyers en 27 ans !



Partenariats public-privé (PPP)

Deux conditions de recours :

- ❗ Une évaluation préalable démontrant l'urgence ou la complexité du dossier : est-ce juridiquement autorisé ?
- ❗ Les avantages du recours à un PPP par rapport aux autres modalités offertes à la personne publique en termes de coûts, délais, performances et partage des risques : est-ce économiquement avantageux ?

Back up 2

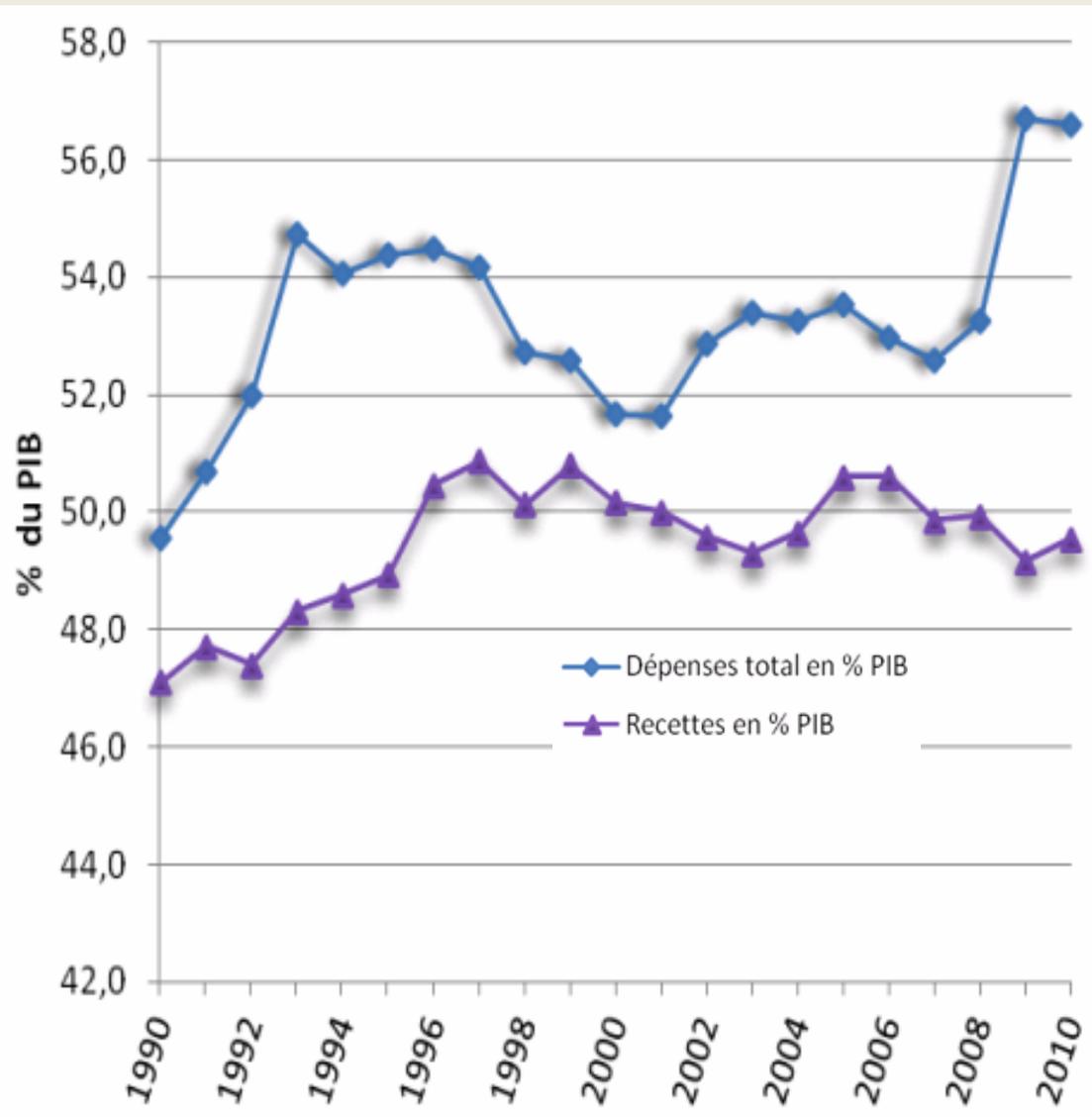


La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en Mds€)

	2010T3	2010T4	2011T1	2011T2	2011T3
Ensemble des adm. publiques	1575,0	1591,2	1646,1	1692,5	1688,9
en point de PIB (*)	82,1%	82,3%	84,5%	86,2%	85,3%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1238,1	1245,0	1286,5	1339,1	1330,7
Organismes divers d'adm. Centrale	16,4	15,0	11,9	10,7	10,8
Administrations publiques locales	149,5	160,6	156,5	153,8	152,9
Administrations de sécurité sociale	171,0	170,6	191,2	189,0	194,6
dont, par instrument :					
Dépôts	22,3	23,0	26,4	28,2	31,0
Titres négociables	1341,9	1346,6	1406,7	1467,0	1457,2
<i>court terme</i>	258,4	238,7	243,8	254,4	266,8
<i>long terme</i>	1083,5	1107,9	1162,9	1212,5	1190,5
Crédits	210,7	221,6	213,0	197,4	200,6
<i>court terme</i>	31,8	27,9	26,9	9,9	12,3
<i>long terme</i>	179,0	193,7	186,1	187,4	188,4

Dépenses et recettes des APU depuis 20 ans



Depuis 1993 et jusqu'à la crise de 2008, les dépenses étaient stables voire baissaient

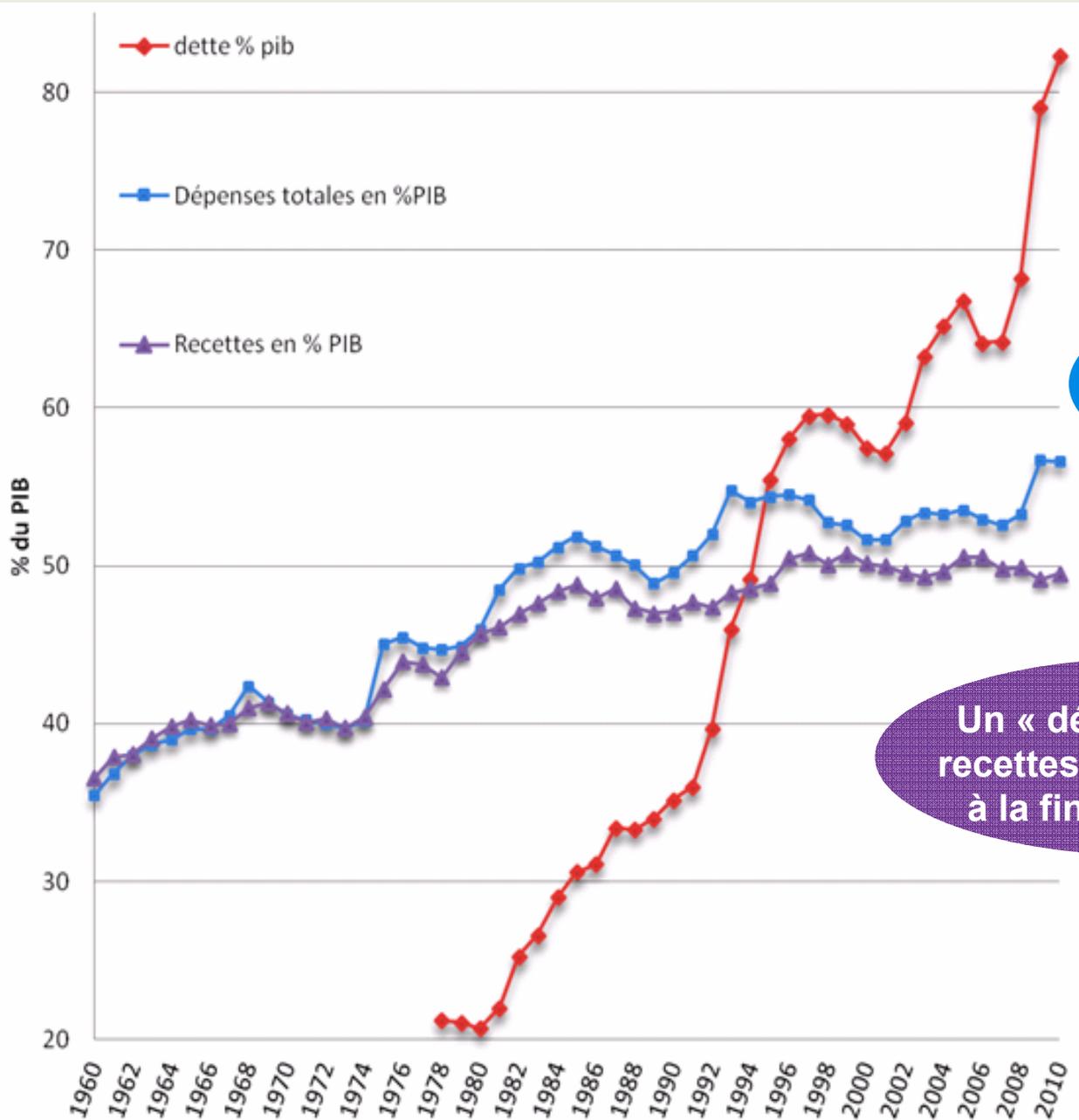
Tendance régulière à la baisse des recettes

Administrations publiques (APU) :

- Etat
- Collectivités territoriales
- Organismes sociaux



Budget des APU



Augmentation régulière
des dépenses
et des recettes

Un « décrochage » des
recettes et des dépenses
à la fin des années 70

Source :
INSEE comptes nationaux base 2005

Le manque à gagner est chiffré officiellement !

📊 Rapport sur la situation des finances publiques - avril 2010 Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis

« En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ **20 points de PIB plus faible aujourd'hui** qu'elle ne l'est en réalité, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 point de PIB. »

➡ En 10 ans, **400 milliards de recettes fiscales perdues**

📊 Rapport Gilles Carrez, Commission des finances de l'AN - juin 2010

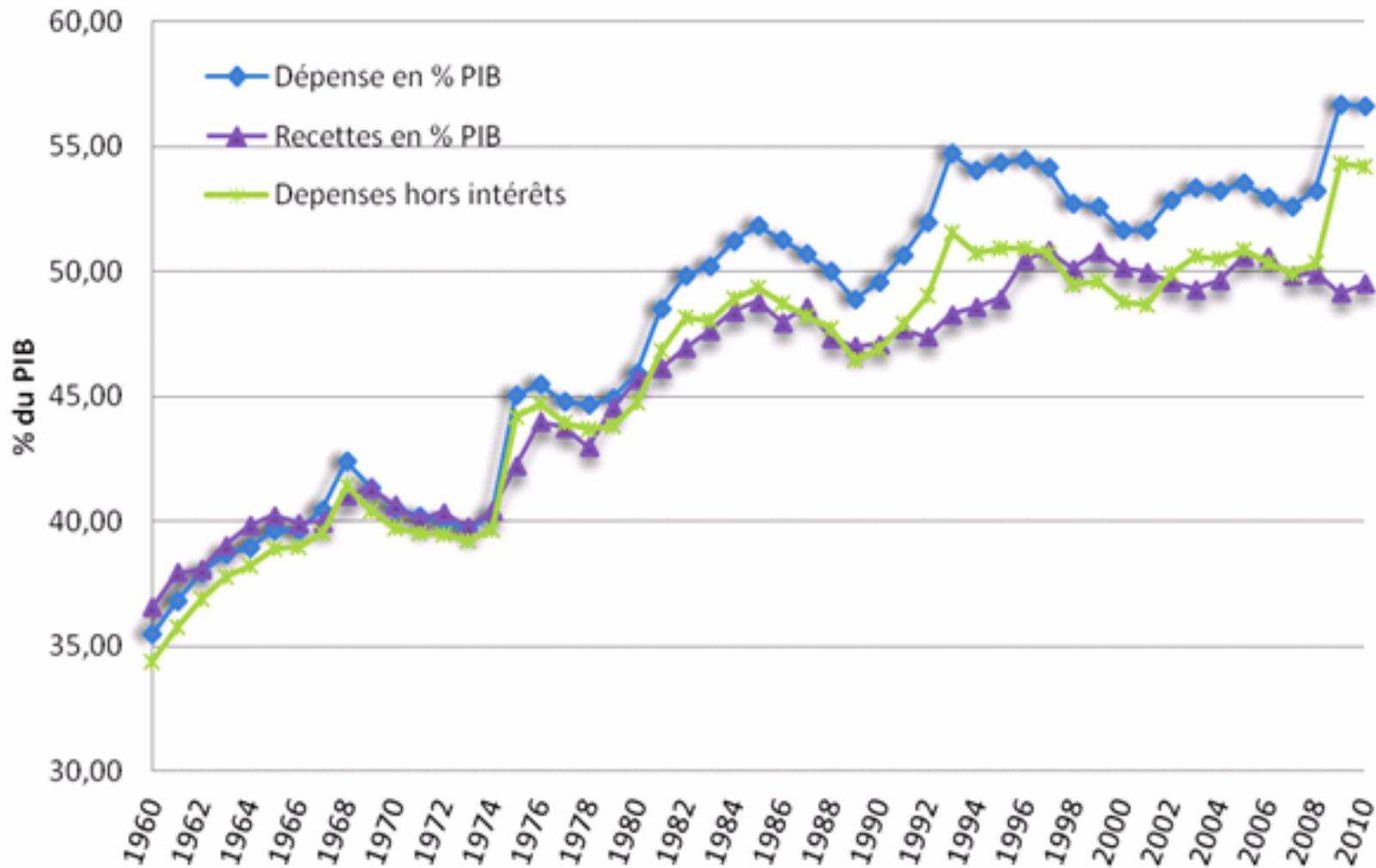
« Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre **101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d'euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales**, environ **les deux tiers étant dus** au coût net des mesures nouvelles – les **baisses d'impôts** – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – sécurité sociale et collectivités locales principalement. ».

📊 Rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques - juin 2011

« La crise explique au plus **38 % du déficit**, qui est surtout de nature structurelle et **résulte largement de mesures discrétionnaires**. ».



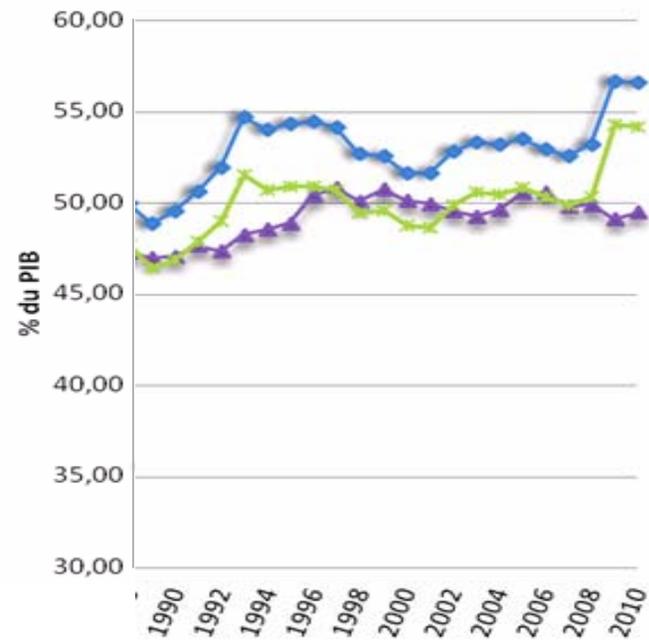
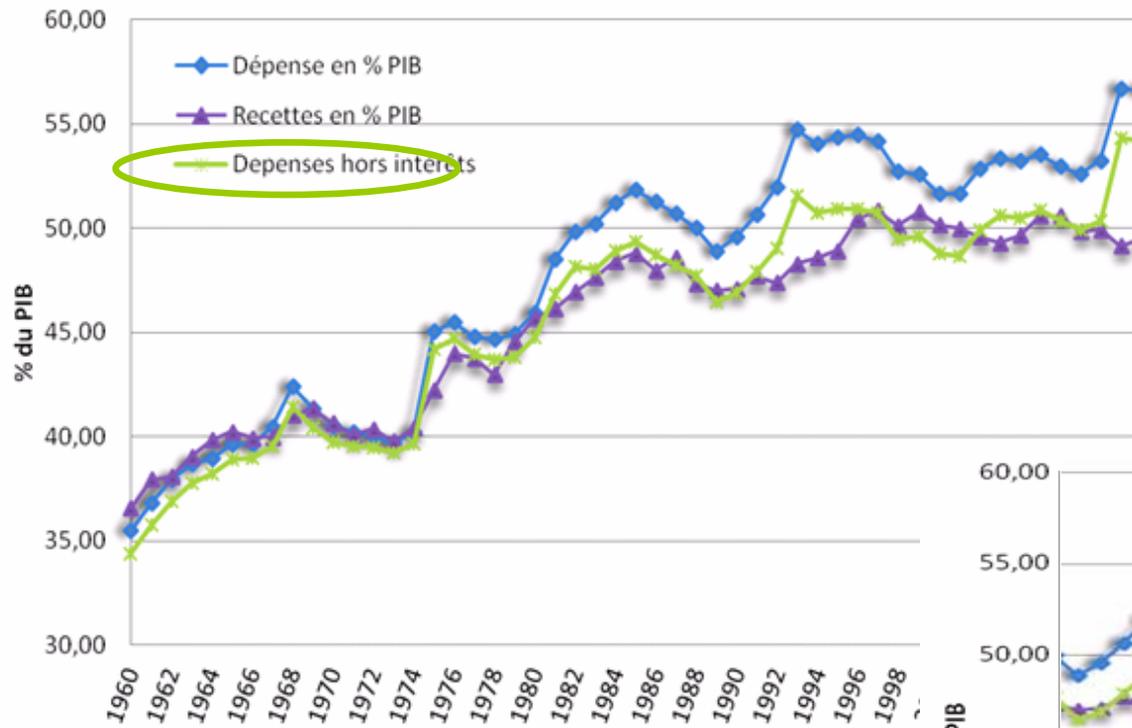
Dépenses et recettes des APU depuis 50 ans



Source : INSEE comptes nationaux base 2005



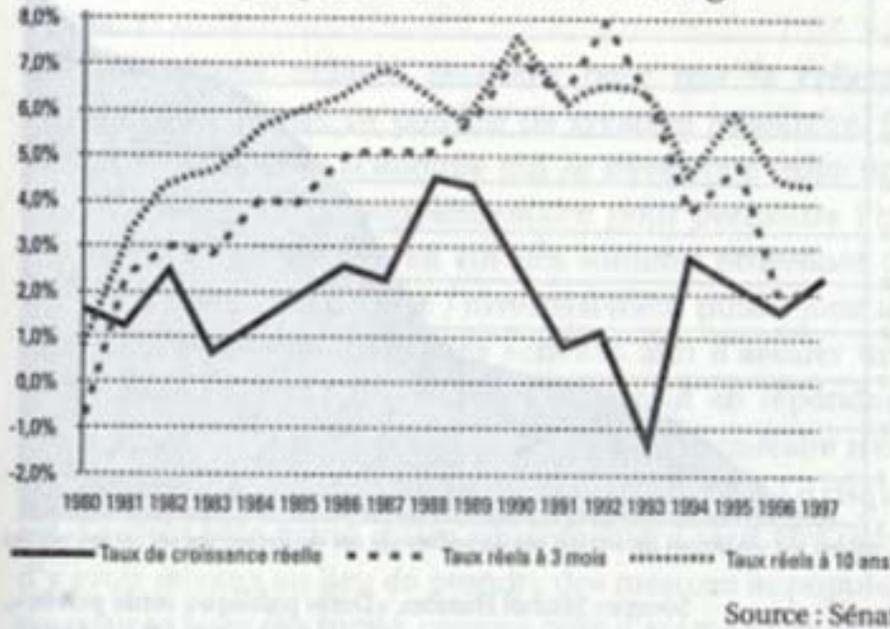
Dépenses et recettes des APU depuis 50 ans



Source : INSEE comptes nationaux base 2005



Graphique 2-6 : L'effet boule de neige



Sources :

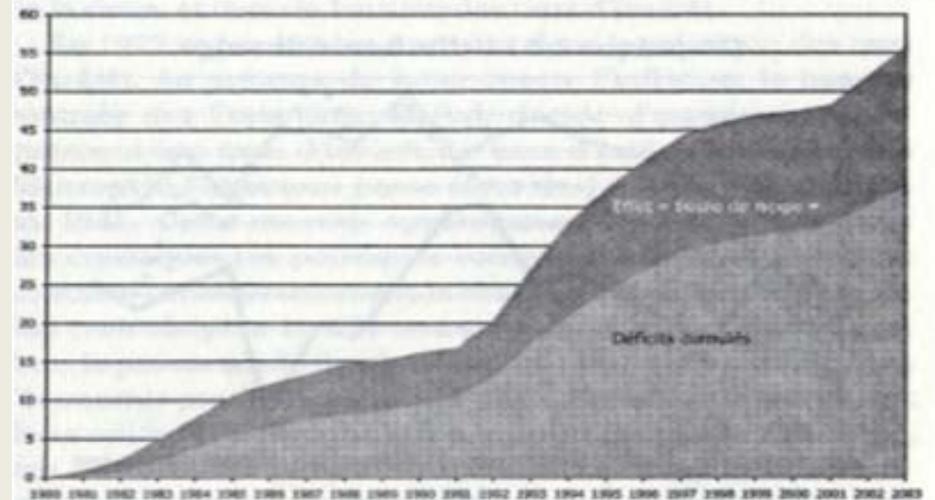
- Dette indigne ! Gérard Filoche et J.-Jacques Chavigné 2011, J.-Claude Gawsewitch Ed.
- Le piège de la dette publique – Comment s'en sortir. ATTAC, 2011, Ed Les liens qui libèrent

Lorsque le taux d'intérêt réel (hors inflation) servi aux créanciers de l'Etat est supérieur au taux de croissance du PIB, le nouvel emprunt, rendu nécessaire pour payer les intérêts annuels de la dette, alourdit celle-ci plus vite que n'augmente le PIB. C'est pourquoi le poids de la dette par rapport au PIB augmente alors, même si le solde primaire (rapport recette / déficit hors intérêts de la dette) est équilibré. C'est ce qu'il est convenu d'appeler l'effet « boule de neige » de la dette.

Il a pu être calculé que sans cet effet « boule de neige », même avec les intérêts, le stock de la dette publique aurait été en 2008 de 43,8 % du PIB au lieu de 67,4 %.



Graphique 2-7 : Les composantes du ratio de la dette (dette/PIB)



Source : Michel Husson, « Dette publique, rente privée », <http://hussonet.free.fr/detpub7.pdf>, avril 2006.